REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS
COMMUNE de 14310 VILLERS-BOCAGE

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 04 SEPTEMBRE 2017

Nbre de conseillers	: 23	Réunion du	04 septembre 2017
Nbre de présents	: 15	Convocation du	30 août 2017
Nbre de votants	: 18	Affichage du	30 août 2017
Pouvoirs	: 3		
Secrétaire de séance	: Madame Sandrine MARY		

Le lundi quatre septembre deux mil dix-sept à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Marc HEBERT, Maire

Etaient présents : Mmes S. LEBERRURIER, S. MARY, MM. LE MAZIER, E. ESNAULT, adjoints,

M. E. HOUIVET, Mme M. GUILLAUME, MM. S. PIERRE, B. DELAMARRE, Mmes C. SENEAL, A. SIMON, M. RM. GARBI, Mme V. PAON, M. F. GUILLOCHIN, Mme M. GUYOT

Absents représentés : MM. D. VAUDORE. (pouvoir à S. LEBERRURIER), O. MALASSIS (pouvoir à M. LE MAZIER), C. MARIE (pouvoir à M. HEBERT)

Absents non représentés : M. F. BECASSE, Mmes, B. BRAUD, A. NEEL TILLARD, G. BARRAUD, B. DUBOURG,
Formant la majorité des membres en exercice.

Objet : Approbation du compte rendu du conseil municipal du 17 juillet 2017

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le compte rendu du conseil municipal du 17 juillet 2017.

Objet : Gestion déléguée de l'exploitation du marché forain communal : choix du prestataire

Une consultation simplifiée a été lancée conformément à l'article L 1411-12c du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : trois entreprises ont remis une offre.

Monsieur le Maire rappelle qu'en vertu de l'article L 1411-5 les rapports de la Commission de Délégation de Service Public ont été transmis aux membres de l'assemblée délibérante dans les délais impartis.

Les principales caractéristiques du marché sont les suivantes:

- Durée du contrat : 8 ans, pouvant être résilié par l'une ou l'autre des parties à l'issue de la 4^{ème} année.
- Redevance annuelle versée par le délégataire : redevance annuelle forfaitaire fixée à trois mille euros (3 000 €), à laquelle s'ajoute une redevance égale à 50 % du résultat bénéficiaire au-delà d'un seuil de trois mille euros (3 000 €), actualisable annuellement.

Les deux options ci-dessous figuraient dans le dossier de consultation :

- a) opérations d'animation et de communication,
- b) réalisation d'un inventaire diagnostic relatif à la mise aux normes techniques et d'hygiène du site du marché.

Monsieur le Maire informe, qu'après analyse des trois offres, la proposition de SAS GERAUD et associés s'avère être la mieux disante.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'agréer l'offre de la société SAS GERAUD et associés dans les conditions susmentionnées, retient les options ci-dessus dans les conditions précisées au contrat et autorise Monsieur le Maire à signer le contrat afférent et à effectuer toutes les démarches nécessaires

Objet : Restauration scolaire : choix du fournisseur de repas

Monsieur le Maire rappelle qu'en 2014, la commune a conclu un marché d'une durée de 3 ans avec le Syndicat Intercommunal du CEG de Villers-Bocage pour la fourniture de repas en liaison chaude. Ces repas sont ensuite servis par le restaurant scolaire communal.

Ce marché arrive à échéance à la fin du mois de septembre prochain.

C'est pourquoi, une nouvelle consultation de prestataires a été conduite pour la même prestation, dans le cadre d'une procédure formalisée.

Seul le syndicat Intercommunal du CEG de Villers-Bocage a adressé une offre dont les principales caractéristiques sont :

- Durée du marché : 1 an renouvelable 2 fois dans la limite totale de 3 ans
- Accord-cadre à bons de commande dont les prix unitaires sont fermes jusqu'au 30 septembre 2018, puis révisables chaque 1^{er} octobre
- Fourniture de repas : 3.68 €

- Fourniture de pique-niques : 3.40 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de retenir l'offre du syndicat Intercommunal du CEG de Villers-Bocage dans les conditions précitées et autorise Monsieur le Maire à signer tout document à cet effet et à effectuer les démarches nécessaires.

Objet : Lotissement le Val Noziot 3 : convention de rétrocession des espaces communs

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'un permis de lotir a été accordé à Vesqual Lotisseur pour l'aménagement de la troisième phase du lotissement « le Val Noziot », représentant 13 lots.

Pour ce type d'opération, la municipalité a, jusqu'à ce jour, souhaité reprendre en propriété les espaces communs des lotissements privés par souci d'égalité de traitement des administrés.

Ainsi, Monsieur le Maire propose de conventionner avec VESQUAL Lotisseur afin que les espaces communs et équipements collectifs (réseaux) soient rétrocédés gracieusement à la commune dès réception totale des dits ouvrages par la commune ; la propriété, la jouissance et l'entretien incombant au lotisseur jusqu'à cette réception.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Accepte la rétrocession des espaces communs et équipements collectifs de la troisième phase du lotissement « le Val Noziot » dans les conditions précitées ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention afférente ainsi que l'acte notarié correspondant ;
- Décide de missionner à cet effet l'étude de Maître DAON ;
- Précise que les frais notariés seront à la charge de la société VESQUAL Lotisseur ;

Objet : Projet d'effacement des réseaux rue de la Fontaine Fleurie : dossier définitif

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le dossier établi par le Syndicat Départemental d'Energies du Calvados (SDEC ENERGIE) relatif à l'effacement des réseaux de distribution d'électricité, d'éclairage et de télécommunication, cité en objet.

Le coût total de cette opération est estimé à **62 636.70 € TTC**.

Le taux d'aide sur le réseau de distribution électrique est de 35 %, sur le réseau d'éclairage de 35 % (avec dépense prise en compte plafonnée à 75 € par ml de voirie) et de 35 % sur le réseau de télécommunication.

La participation communale s'élève donc à **38 613.17 €** selon la fiche financière jointe, déduite des participations mobilisées par le SDEC ENERGIE.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- confirme que le projet est conforme à l'objet de sa demande,
- prend acte que les ouvrages seront construits par le SDEC ENERGIE sauf le câblage de télécommunication par Orange, celui-ci restant propriétaire de son réseau et donne permission de voirie pour la réalisation des travaux sur son domaine public routier,
- s'engage à voter les crédits nécessaires en fonction du mode de financement choisi,
- décide d'inscrire le paiement de sa participation en section de fonctionnement,
- s'engage à verser sa contribution au SDEC ENERGIE dès que les avis seront notifiés à la commune,
- prend note que la somme versée au SDEC ENERGIE ne donnera pas lieu à récupération de TVA, sauf pour les travaux d'éclairage,
- s'engage à verser au SDEC ENERGIE le coût des études pour l'établissement du projet définitif en cas de non engagement de la commune dans l'année de programmation de ce projet. Ce coût est basé sur un taux de 3 % du coût total HT soit la somme de 1 565.92 €,
- autorise Monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à la réalisation de ce projet.

Objet : Marché de Noël 2017 : attribution d'une subvention à l'Union Commerciale Industrielle et Artisanale (UCIA) de Villers-Bocage

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 5 septembre 2016, le conseil municipal a décidé d'attribuer une subvention de 2 000.00 € à l'Union Commerciale Industrielle et Artisanale (UCIA) de Villers-Bocage dans le cadre de l'organisation du marché de Noël 2016.

Monsieur le Maire informe que l'UCIA de Villers-Bocage souhaite organiser diverses animations sur la commune à l'occasion des fêtes de fin d'année 2017 (marché, manège, chalet, père Noël, promenades en calèche, animation nocturne le vendredi 22 décembre...). Le marché de Noël se déroulerait sous un chapiteau de 10 mètres par 15 mètres installé sur la place de la mairie ; cette mise en place permettrait d'héberger neuf stands d'exposants.

A cette occasion, l'UCIA sollicite la commune afin qu'elle participe financièrement à cette démarche.

Considérant que ces activités festives, en période de Noël et sur le territoire communal, contribuent pleinement à l'animation de la ville, Monsieur le Maire propose que la commune subventionne l'UCIA de Villers-Bocage à hauteur de 3500.00 €. Cette subvention permettrait d'une part de financer les diverses animations (père Noël, calèche, manège, animation nocturne...) à hauteur de 2760.00 €, et d'autre part de contribuer pour partie aux frais de communication (740.00 €).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte de verser une subvention de 3500.00 € à l'Union Commerciale Industrielle et Artisanale (UCIA) de Villers-Bocage ; ceci afin de participer à l'organisation du marché de Noël communal 2017.

Objet : Opération « commerces en folie et foire à tout » en 2017 : attribution d'une subvention à l'Union Commerciale Industrielle et Artisanale (UCIA) de Villers-Bocage

Monsieur le Maire informe que l'UCIA de Villers-Bocage s'est jointe pour la seconde année à l'association organisant la Foire à Tout. Cette année marquant la 40^{ème} édition de la Foire à Tout sur la commune, les organisateurs ont souhaité marquer cet événement. Ainsi, ils ont prévu la présence d'un groupe de musiciens qui a déambulé dans les rues le samedi 2 septembre et a tenu un mini concert devant la mairie en fin d'après-midi.

Dans ces circonstances, l'UCIA a sollicité la commune afin qu'elle participe financièrement à cette événement dont le coût s'élève à 850 €.

Considérant que cette initiative a permis à la commune de profiter d'une animation festive le jour de la Foire à Tout, Monsieur le Maire propose de subventionner l'UCIA de Villers-Bocage à hauteur de 200.00 €. Cette subvention permettrait de financer en partie le coût d'intervention du groupe de musiciens.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 17 voix POUR et 1 ABSTENTION, accepte de verser une subvention de 200.00 € à l'Union Commerciale Industrielle et Artisanale (UCIA) de Villers-Bocage ;

Objet : Travaux de réhabilitation de 80 logts menés par Calvados Habitat : demande de garantie d'emprunt

Vu le contrat de prêt n° 67316 en annexe signé entre : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CALVADOS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 : L'assemblée délibérante de la COMMUNE DE VILLERS-BOCAGE, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 480 953.00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristique financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 67316 constitué de 2 lignes du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Objet : Création de quatre emplois non permanents pour accroissement saisonnier d'activité

Le Maire informe l'assemblée délibérante qu'aux termes de la loi n°84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-1° et 3 2°,

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois,

Considérant la nécessité de créer quatre emplois non permanents à temps non complet afin d'entretenir les vestiaires du stade, d'effectuer le ménage des locaux scolaires, d'intervenir sur les temps d'activités périscolaires et de restauration scolaire (dans le cadre de sa réorganisation),

Considérant les restrictions des conditions d'octroi et de renouvellement des contrats d'accompagnement à l'emploi,

Monsieur le Maire propose le recrutement de quatre agents non titulaires de droit public pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3-2° de la loi susvisée, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Les modalités de recrutement se détaillent de la manière suivante :

Date	Grade	Rémunération	Temps de travail hebdomadaire rémunéré
09/2017 au 31/12/2017	Adjoint technique	1 ^{er} échelon	16h59
09/2017 au 31/12/2017	Adjoint technique	1 ^{er} échelon	7h16
01/10/2017 au 31/12/2017	Adjoint technique	1 ^{er} échelon	27h09
01/11/2017 au 31/12/2017	Adjoint technique	1 ^{er} échelon	22h58

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 16 voix POUR, 1 voix CONTRE et 1 ABSTENTION, adopte la proposition de Monsieur le Maire et l'autorise à signer les contrats correspondants, spécifie que le tableau des emplois est rectifié, dit que les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de septembre 2017 et précise que les crédits budgétaires nécessaires figurent au budget primitif.

Objet : Election du conseil d'administration du réseau Village étape : nomination d'un représentant

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, souhaite présenter un candidat au conseil d'administration de la Fédération française des Villages étapes, désigne M. Serge PIERRE comme candidat et autorise Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches afférentes.